

## LA RENTABILITE DES GRANDES BANQUES INTERNATIONALES EN 2001 ET AU PREMIER SEMESTRE 2002

---

Cette étude est réalisée à partir de l'analyse des résultats sur base consolidée des cinq principaux groupes bancaires dans chacun des neuf pays ou groupes de pays suivants : Allemagne, Benelux, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Suisse. Le critère de sélection retenu est le niveau des fonds propres de base, au sens de l'accord de Bâle de 1988. Les données comptables sont regroupées en agrégats homogènes, puis exploitées sous la forme de soldes intermédiaires de gestion et de ratios de rentabilité. La méthodologie est présentée en annexe 1, tandis qu'un tableau de synthèse des résultats figure en annexe 2.

**En 2001**, les grandes banques internationales ont affronté un environnement économique moins porteur marqué par la baisse des marchés boursiers et le ralentissement de la croissance. De fait, après les niveaux records atteints en 2000, les grandes banques internationales ont enregistré au cours de cet exercice des résultats en recul sensible.

Certes, des différences demeurent d'un pays à l'autre quant à l'ampleur de la baisse et aux facteurs explicatifs des évolutions observées. Ces disparités sont liées à la structure des systèmes bancaires mais aussi au contexte macro-économique de chacun des pays. À cet égard, la situation du Japon ou celle de l'Allemagne sont apparues comme singulières par rapport aux autres pays.

**Concernant l'exercice 2002**, la poursuite des turbulences sur les marchés et les incertitudes quant à une reprise retardée ont entraîné une accentuation des risques. Les résultats se sont par conséquent inscrits à nouveau en repli. À court terme et notamment au second semestre, la situation ne montre pas de signes d'amélioration. Les activités de banque d'investissement ne devraient pas connaître de reprise, tandis que la banque de détail, jusqu'ici relativement préservée, pourrait subir des difficultés se traduisant par un ralentissement des volumes et une détérioration des risques.

### 1. LE CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE ET LA STRUCTURE DE CHACUN DES SYSTEMES BANCAIRES PRESENTENT ENCORE CERTAINES SPECIFICITES

---

#### 1.1. La dégradation de l'environnement économique et financier a concerné d'abord les États-Unis avant de s'étendre aux autres pays européens

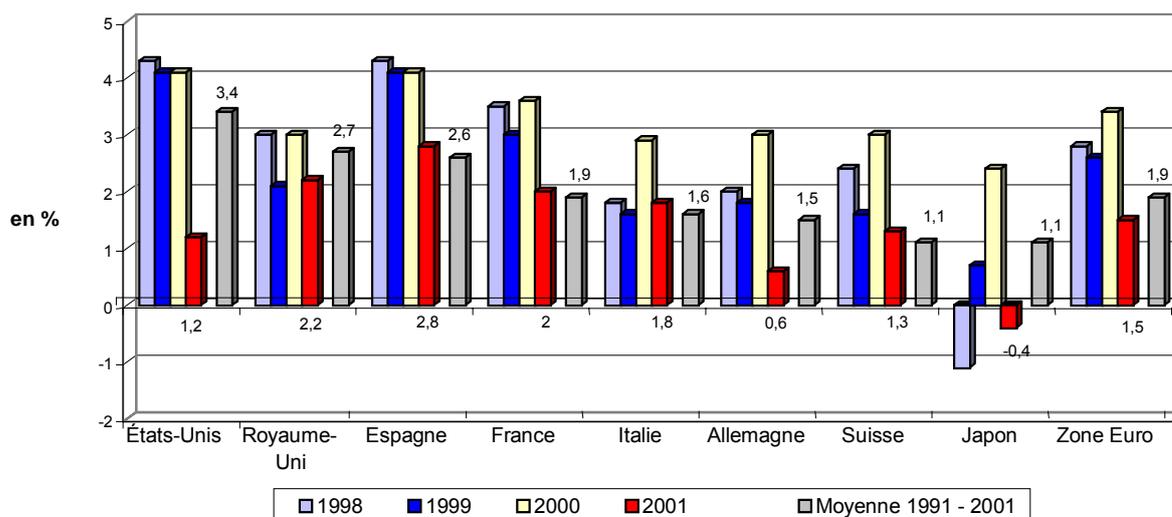
---

##### 1.1.1. La croissance économique a fortement ralenti en 2001

---

Les premiers signes de ralentissement apparus à la fin de 2000 se sont confirmés en 2001. L'éclatement de la bulle financière dans les secteurs des nouvelles technologies a eu pour conséquence un fléchissement de l'activité économique particulièrement sensible aux États-Unis. Celui-ci a été amplifié par les événements du 11 septembre 2001 et s'est étendu à l'ensemble de l'économie mondiale. L'investissement des entreprises a été fortement ralenti, la consommation des ménages restant dans la plupart des pays le seul moteur de la croissance.

## Évolution de la croissance du PIB



Source : OCDE

On distingue globalement trois grandes zones :

- une zone dans laquelle la croissance est restée à un niveau satisfaisant tout au long de l'année (autour de 2 %), soutenue par le dynamisme de la demande intérieure (Espagne, France, Royaume-Uni, Italie) ;
- une zone dont la croissance a ralenti plus fortement (Allemagne, États-Unis, Suisse) avec des taux proches de 1 % ;
- le Japon, ce pays étant une nouvelle fois entré en récession en 2001 avec une croissance négative de -0,4 %.

Aux **États-Unis**, l'activité économique a sensiblement décéléré en raison du recul de l'investissement des entreprises et de l'ajustement des stocks à la baisse. En revanche, la consommation des ménages a résisté, soutenue par la progression des salaires, la baisse des impôts, la modération de l'inflation et l'assouplissement des conditions monétaires. La croissance du PIB est ainsi passée de 4,1 % en 2000 à 1,2 % en 2001.

Au **Royaume-Uni** et en **Espagne**, la croissance est restée soutenue (respectivement + 2,2 % et + 2,8 %) en raison de la vigueur de la demande intérieure. La consommation des ménages est demeurée dynamique, compensant la décélération de l'investissement des entreprises et des exportations. Il en a été de même en **France** et en **Italie**. Le ralentissement de la croissance s'est accentué en fin d'exercice mais a permis d'enregistrer des progressions annuelles respectives de 2 % et 1,8 %. La consommation des ménages a résisté, mais la contraction des échanges commerciaux, la décélération de l'investissement et la réduction des stocks ont pesé sur l'activité économique.

En **Allemagne** et en **Suisse**, la croissance a plus fortement ralenti (respectivement + 0,6 % et + 1,3 %), du fait d'un fléchissement marqué des exportations et de la contraction des investissements. Quant à la consommation des ménages, elle a sensiblement ralenti en Allemagne mais a résisté en Suisse.

Enfin, le **Japon** a manifesté de nouveaux signes de faiblesse après avoir enregistré une timide reprise en 2000. Sur l'ensemble de l'année, le produit intérieur brut a reculé de 0,4 %. La demande intérieure est demeurée atone et l'investissement des entreprises a stagné. Les exportations nettes ont pour leur part fléchi, contribuant au recul du PIB. Les banques nippones restent toujours confrontées au poids des créances douteuses et à la fragilité des entreprises lourdement endettées.

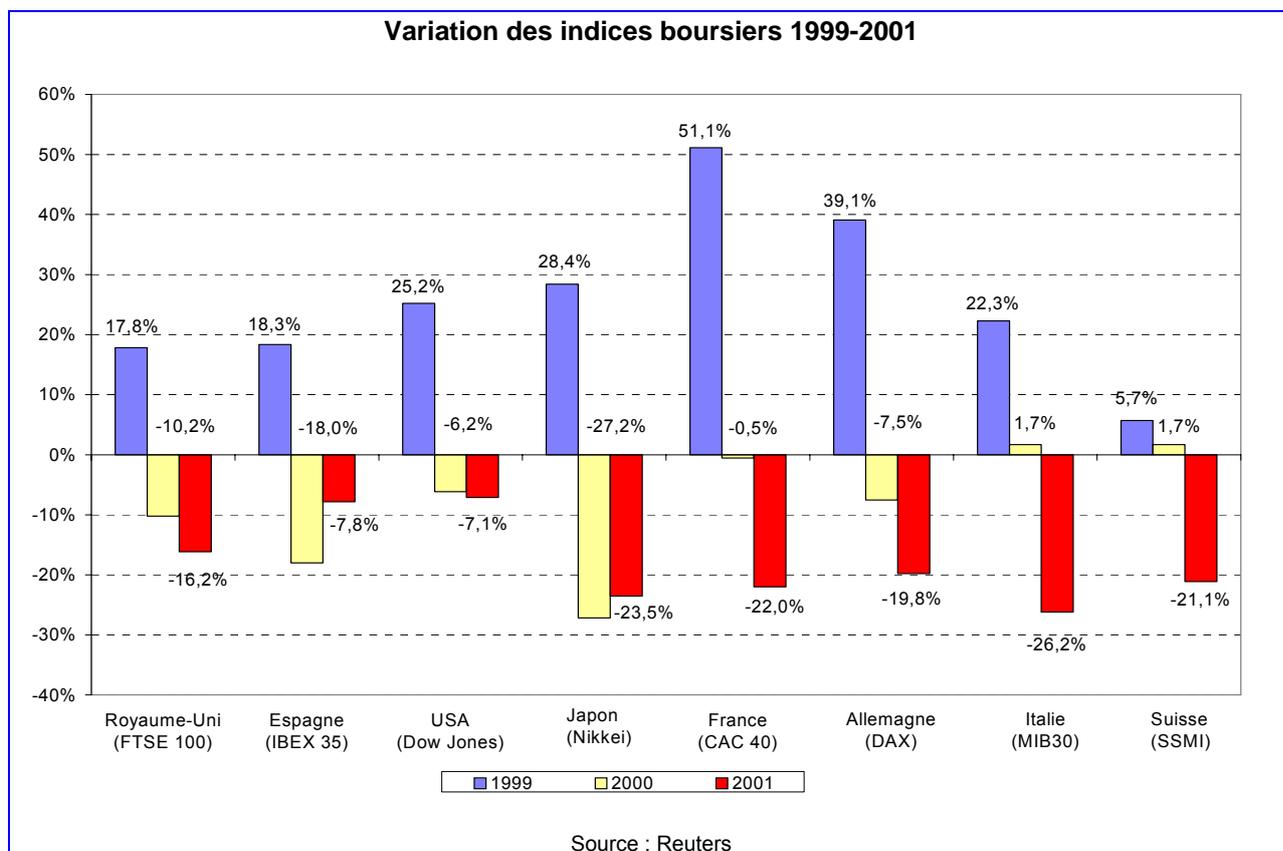
Variation annuelle (en %)	Produit intérieur brut en volume	Formation brute de capital fixe	Consommation privée en volume
Allemagne	0,6	- 4,8	1,1
Espagne	2,8	2,5	2,7
États-Unis	1,2	- 0,7	3,1
France	2,0	2,8	2,9
Italie	1,8	2,4	1,1
Japon	- 0,4	- 1,7	0,4
Royaume-Uni	2,2	0,1	3,9
Suisse	1,3	- 1,3	2,3

Source : OCDE

### 1.1.2. L'environnement financier a été marqué par la déprime des marchés boursiers dans un contexte de forte volatilité

**L'exercice 2001 a vu les principales places financières connaître de fortes turbulences.** En effet, les indices boursiers se sont montrés particulièrement volatils et ont terminé l'exercice en baisse sensible. À quelques rares exceptions, tous les secteurs ont été affectés même si, cette année encore, les secteurs des télécoms et des nouvelles technologies ont été parmi les plus touchés. Il en a résulté un net repli des volumes d'opérations de fusion-acquisition ou d'introduction en bourse. Les craintes de récession de l'économie américaine et les anticipations de baisse des résultats des entreprises ont déprimé l'ensemble des marchés. Ceux-ci ont atteint leur plus bas niveau après les attentats du 11 septembre 2001, avec des baisses de 40 % environ. Ils ont rebondi au dernier trimestre, les investisseurs anticipant les premiers signes de reprise économique.

Ces turbulences se poursuivent en 2002 et la correction baissière s'est encore accentuée depuis le début de l'année, faisant peser des craintes grandissantes quant aux perspectives de reprise.



S'agissant des taux d'intérêt, ceux-ci ont été, en moyenne annuelle, moins élevés en 2001 qu'en 2000, du fait de politiques monétaires moins restrictives destinées à favoriser la relance de l'activité. Sur les échéances de long terme les évolutions ont été assez irrégulières en 2001. Le ralentissement économique mondial s'est traduit, dans un premier temps, par des arbitrages en faveur des titres d'État moins risqués. Cela s'est illustré par une convergence à la baisse des taux à 10 ans dans les pays de la zone euro et aux

États-Unis. Par la suite, les anticipations de reprise progressive de la croissance et la hausse des dépenses publiques ont entraîné une remontée des taux à long terme.

Aux **États-Unis**, les craintes de récession économique se sont traduites par une politique monétaire fortement assouplie. La Réserve fédérale a abaissé de 475 points de base son taux de référence (*Fed funds*). Sur les titres d'État, le taux à 3 mois est ainsi passé aux États-Unis de 5,87 % à la fin de 2000 à 1,72 % à la fin de 2001. Il en a été de même au **Royaume-Uni**, même si la baisse a été moins prononcée. En moyenne annuelle, les taux de court terme sont ainsi passés de 6,5 % à 3,7 % aux **États-Unis** et de 6,1 % à 5 % au **Royaume-Uni**. Sur les échéances de long terme, ils sont passés respectivement de 6 % à 5 % et de 5,3 % à 4,9 %.

Dans la **zone euro**, la Banque centrale européenne a également engagé un processus d'assouplissement de sa politique monétaire, abaissant à quatre reprises son taux des appels d'offres, qui est passé de 4,75 % en début d'exercice à 3,25 % en novembre 2001. Le taux des emprunts d'État à 3 mois dans la zone euro est ainsi revenu de 4,77 % à la fin de 2000 à 3,18 % à la fin de décembre 2001. Sur les échéances de long terme, les anticipations de reprise progressive de la croissance et la hausse des dépenses publiques ont entraîné un mouvement de hausse en fin d'exercice avec des taux oscillant entre 5 % en Allemagne et 5,25 % en Espagne à la fin de 2001. En moyenne annuelle, ils ont néanmoins diminué pour s'afficher autour de 5 %.

	Court terme		Long terme	
	2000	2001	2000	2001
Allemagne	4,4	4,2	5,3	4,8
Espagne	4,4	4,2	5,5	5,1
États-Unis	6,5	3,7	6,0	5,0
France	4,4	4,2	5,4	5,0
Italie	4,4	4,2	5,6	5,2
Japon	0,2	0,1	1,7	1,3
Royaume-Uni	6,1	5,0	5,3	4,9
Suisse	3,2	2,9	3,9	3,4

Source : OCDE (les taux retenus correspondent à la moyenne annuelle des taux de référence pour le court terme et le long terme dans chacun des pays concernés). Exemples : taux des bons du Trésor à 3 mois pour les taux à court terme américains et japonais, taux des obligations d'État à 10 ans pour les taux à long terme américains et japonais...

Le marché des changes a été caractérisé lui aussi par une assez forte volatilité en 2001. L'euro a continué de subir les effets de la fermeté du dollar malgré le ralentissement de l'économie américaine. La **devise européenne** a ainsi perdu de sa valeur par rapport au dollar, passant de 0,93 dollar en début d'année à 0,88 dollar à la fin de décembre 2001. L'euro a connu une période de forte dépréciation jusqu'au 5 juillet 2001, date à laquelle son cours a atteint 0,84 dollar. Il a bénéficié par la suite d'une nette reprise jusqu'à fin septembre (0,92 dollar) avant de baisser à nouveau en fin d'exercice. La **livre sterling** a suivi les évolutions du dollar mais son cours par rapport à l'euro est resté finalement proche en fin d'exercice de celui observé un an auparavant (0,62 GBP pour 1 euro). Le **yen** s'est quant à lui raffermi jusqu'en juin, avant de connaître un net mouvement de dépréciation par rapport à l'euro en fin d'exercice. Quant au **franc suisse**, celui-ci s'est très légèrement apprécié par rapport à l'euro.

## 1.2. Les structures bancaires se rapprochent, mais chaque système affiche ses spécificités

### 1.2.1. Les grands groupes bancaires sont largement internationalisés, certains cherchant néanmoins à se recentrer sur leur marché domestique

Les systèmes bancaires des pays sous revue sont largement internationalisés. Ainsi, la mondialisation de l'économie et l'émergence de marchés bancaires de plus en plus vastes (à l'instar du marché de la zone euro) ont amplifié la poursuite de l'internationalisation des activités.

En 2001, les opérations de rapprochement ou de prise de participations ont toutefois connu un net ralentissement par rapport à 2000. En outre, certains groupes semblent mettre en œuvre des stratégies de recentrage des activités.

Ainsi, les **banques américaines**, déjà largement implantées à travers le monde, et les **banques japonaises**, impliquées dans la très importante restructuration du système bancaire national, n'ont réalisé aucune opération significative à l'étranger.

Les grandes **banques suisses** sont bien implantées en Europe, en Amérique du Nord et au Japon, et leurs activités internationales ont un poids essentiel dans leur bilan. Elles privilégient les activités de banque de « gros » et de banque d'affaires, en particulier aux États-Unis où UBS et Crédit suisse, après les acquisitions respectives de Paine Webber et de DLJ en 2000, ont renforcé leur implantation, UBS reprenant en particulier les activités de courtage en électricité d'Enron.

Les **banques françaises** ont également une forte activité internationale. En 2001, elles ont développé leur implantation en Europe de l'Est, en particulier grâce à l'acquisition par le Crédit agricole de spécialistes du crédit à la consommation en Pologne. Ce dernier a, par contre, annoncé en mai 2002 son retrait d'Argentine. L'Asie a continué de faire l'objet d'investissements significatifs de la part des grands établissements. Aux États-Unis, BNP-Paribas a confirmé sa stratégie de développement dans la banque de détail en Californie par la prise de contrôle intégrale de BancWest et de United California Bank. Enfin, ce même groupe a, via sa filiale Cortal, constitué le premier courtier européen spécialiste de l'épargne des particuliers en acquérant l'établissement allemand Consors en 2002.

Les **banques espagnoles** sont également internationalisées depuis longtemps, en raison notamment de la forte présence à l'étranger de populations d'origine ou de langue espagnole. Cette présence concerne ainsi prioritairement l'Amérique latine, où les groupes SCH et BBVA couvrent ensemble plus de 20 % du marché. En 2001, les deux groupes ont renforcé leur implantation au Mexique, où leur présence est la plus importante, en particulier depuis les prises de contrôle en 2000 du groupe financier Serfin par SCH et de Bancomer par BBVA. Des acquisitions ont également été réalisées au Brésil (Banespa par SCH), au Chili. La crise argentine a toutefois marqué l'arrêt des investissements dans cette zone.

Les **banques allemandes** ont consolidé leur implantation en Europe, notamment à l'Est (fusion par Hypovereinsbank de ses filiales en Pologne). Pour sa part, Deutsche Bank a accru sa présence aux États-Unis dans les activités de banque d'investissement et de gestion d'actifs en acquérant le fonds Scudder, filiale du groupe d'assurance suisse Zurich Financial Services, tout en cédant à ce dernier ses activités d'assurance dans plusieurs pays européens.

Compte tenu du degré de concentration du secteur bancaire aux Pays-Bas et en Belgique, les grandes **banques du Benelux**, fortes de la diversité de leurs activités et de leur solidité financière, sont largement tournées vers l'international. Ainsi, en 2001, le groupe ING s'est renforcé en Europe par de multiples acquisitions et aux États-Unis sur les secteurs des assurances et de la gestion d'actifs. Il a étoffé en outre son implantation au Mexique et développé ses activités de banque directe. En revanche, ABN AMRO semble davantage se recentrer sur son marché domestique en Europe et s'est désengagé d'un certain nombre d'activités aux États-Unis, notamment en banque de détail.

Les **banques britanniques** se sont renforcées aux États-Unis (c'est le cas par exemple de Royal Bank of Scotland avec l'acquisition des activités de banque de détail de Mellon Financial), sans réaliser néanmoins d'opération d'importance significative, comme l'avait été la prise de contrôle du CCF par le groupe HSBC en 2000.

Jusqu'à ces dernières années, les **banques italiennes** ne disposaient pas d'un réseau international significatif. Elles ont su néanmoins tirer parti des privatisations bancaires en Europe de l'Est pour développer leur activité. Ainsi, en 2001, UniCredito a renforcé son implantation dans cette région en acquérant des établissements en Croatie et en Roumanie. En revanche, le groupe Intesa BCI a annoncé son désengagement d'Amérique latine et mis en vente sa filiale Sudameris Brasil.

Enfin, il convient de noter que, dans la perspective de restructurations au niveau européen, la plupart des grands établissements bancaires ont poursuivi entre eux la recherche de partenariats, parfois assortis de participations croisées.

### 1.2.2. Les grandes banques internationales ont participé dans plusieurs pays à la concentration du système bancaire...

---

La tendance à la concentration s'est poursuivie en 2001 avec, néanmoins, une intensité différente selon les pays.

Ainsi, aucune opération significative n'a été réalisée au niveau des grands établissements en **Suisse**, en **Espagne** et au **Benelux**.

En **France**, les opérations les plus importantes ont été réalisées par le secteur mutualiste. Il a ainsi été procédé à l'introduction en Bourse de la Caisse nationale du Crédit agricole sous la dénomination Crédit agricole SA. Par ailleurs, le groupe Caisse d'épargne et la Caisse des dépôts et consignations ont engagé un rapprochement de leurs activités concurrentielles en créant la compagnie financière Eulia, destinée à contrôler les filiales des deux groupes concernées.

En **Italie**, la poursuite du processus de concentration du système bancaire, par rapprochement de banques de taille régionale entre elles (en particulier les banques populaires) ou par prise de contrôle de ces

dernières par de grands établissements, a permis le renforcement de la position du groupe San Paolo. Celui-ci a en effet procédé à l'acquisition de Banca Cardine, après celle de Banco di Napoli en 2000. Dans ce contexte, une autre opération d'envergure est intervenue, avec la création d'un nouveau groupe de taille nationale dénommé Capitalia, issu de la fusion de Banca di Roma et de Bipop Carire.

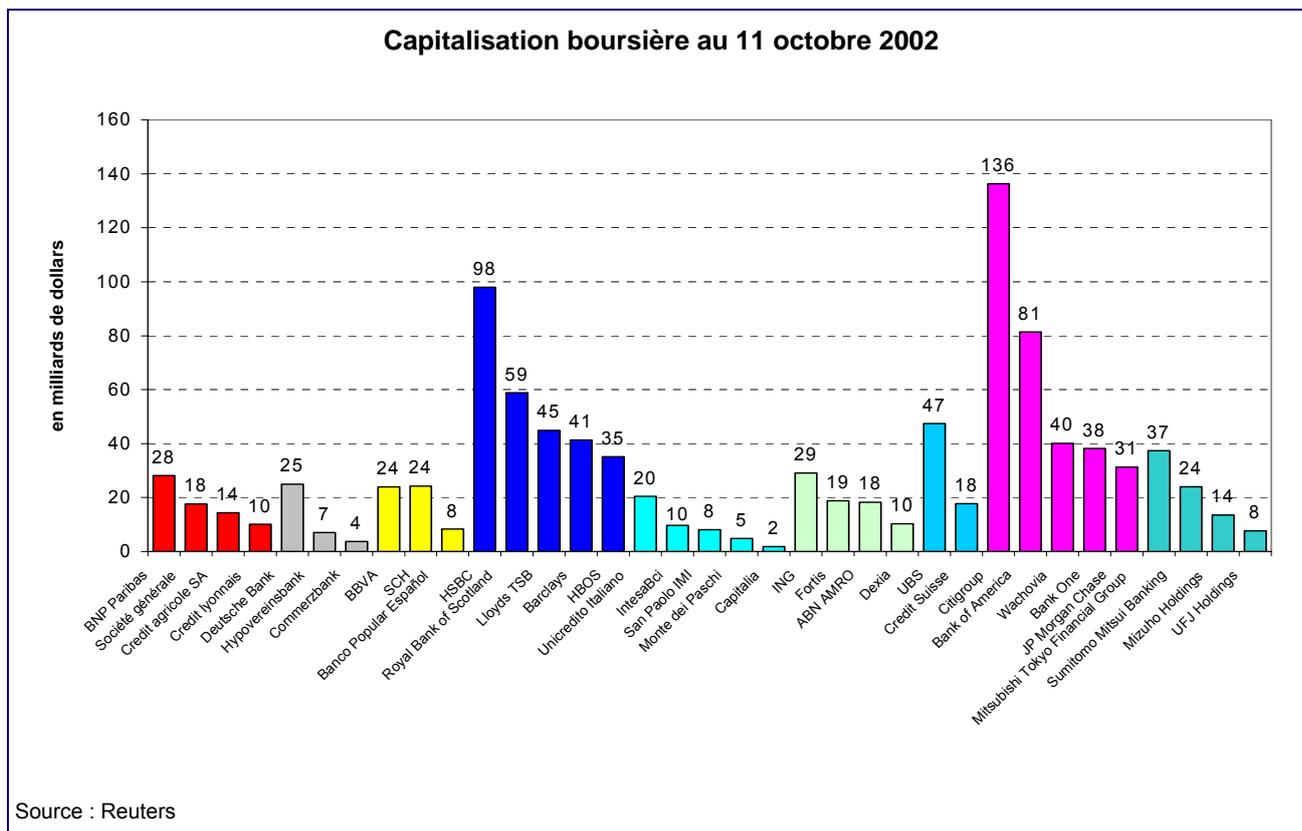
En **Allemagne**, le processus de concentration s'est poursuivi au sein des établissements mutualistes et des établissements à statut public, l'opération la plus significative étant le rapprochement des mutualistes DG Bank et GZ Bank pour créer DZ Bank. Pour ce qui concerne les grandes banques commerciales, l'exercice aura été marqué par le rachat de Dresdner Bank par l'assureur Allianz, ainsi que par le renforcement des liens croisés d'HypoVereinsbank avec Munich Ré. À l'opposé de cette tendance, Deutsche Bank a entrepris de se séparer de ses activités dans le secteur de l'assurance. Par ailleurs, un mouvement de concentration dans le secteur du crédit hypothécaire devrait se réaliser, avec l'annonce en 2001 de la création d'une filiale commune à Commerzbank, Dresdner Bank et Deutsche Bank.

Au **Royaume-Uni**, une opération de restructuration d'envergure est intervenue en 2001, avec l'acquisition de Halifax par Bank of Scotland. Ce rapprochement a en effet permis la création, sous la dénomination HBOS, du troisième groupe bancaire britannique en termes de capitaux propres, derrière HSBC et Royal Bank of Scotland. Il convient de signaler également l'acquisition à la fin de 2000 de la banque Woolwich par Barclays qui a permis à ce dernier de doubler sa part de marché dans les crédits immobiliers.

Aux **États-Unis**, l'important processus de concentration, qui s'est traduit depuis plusieurs années par des « mégafusions », la dernière en date étant le rachat de JP Morgan par Chase Manhattan en 2000, s'est accompagné également d'un mouvement qui touche les banques régionales de plus petite taille, comme l'a montré la reprise en 2001 de Wachovia par FirstUnion. En dépit de ces évolutions, le système bancaire américain reste plus cloisonné et moins concentré que ses homologues européens.

Au **Japon**, la restructuration du secteur bancaire s'est poursuivie avec, en particulier, d'importants rapprochements au sein des *City Banks*. Ainsi, Dai Ichi Kangyo Bank, Fuji Bank et Industrial Bank of Japan ont fusionné et donné naissance au premier groupe du pays, Mizuho Financial Group. Sumitomo Bank et Sakura Bank ont constitué le deuxième groupe national, Sumitomo Mitsui Banking Corporation (SMBC). Par ailleurs, Sanwa Bank a rejoint Tokai Bank pour former UFJ Holding, désormais au quatrième rang, tandis que Daiwa Bank avec Asahi aboutissaient à la création du sixième groupe bancaire, Resona Group. Les *City Banks* sont désormais au nombre de cinq.

S'agissant de la **capitalisation boursière**, certaines des têtes de groupes retenues dans cette étude ne sont pas cotées (c'est le cas des établissements à statut public et de la plupart de ceux dotés d'un statut coopératif ou mutualiste). Parmi celles qui sont valorisées sur les marchés boursiers, il apparaît que les **banques anglo-saxonnes** occupent une position largement dominante.



### 1.2.3. ... et leur structure financière s'est globalement renforcée sur un rythme ralenti

En 2001, les principales banques de chaque pays ont dans l'ensemble accru leurs fonds propres de base — que recouvre assez bien la notion comptable de capitaux propres —, mais selon une croissance de 5,7 % nettement inférieure à celle enregistrée en 2000. Cette progression d'ensemble comprend des effets de taux de change (notamment aux **États-Unis**) et des effets de périmètre (dans certains établissements **britanniques** ou **allemands**). Elle résulte surtout d'évolutions diversifiées constatées dans les pays sous revue.

De fait, le ratio capitaux propres/total d'actif ou taux de capitalisation s'est affiché globalement en diminution dans la majorité des pays, à l'exception des **États-Unis**, de la **France** et de **l'Italie**. Les baisses les plus importantes concernent les **banques suisses** (3,76 %, contre 4,22 %), **japonaises** (3,74 %, contre 4,16 %) et du **Benelux** (3,69 %, contre 4,17 %). Ce ratio a également baissé, mais dans de plus faibles proportions, pour les grandes **banques britanniques** (- 0,21 point) et **espagnoles** (- 0,13 point) et à des niveaux qui demeurent les plus élevés de l'échantillon (respectivement 6,35 % et 7,56 %). Le ratio est resté quasi stable pour les **banques allemandes**, à 3,39 %, contre 3,41 %. Seuls les grands établissements bancaires aux **États-Unis**, en **Italie** et en **France** ont enregistré une augmentation de leur ratio, avec des progressions respectives de 0,69 %, 0,43 % et 0,13 %, pour s'établir à 7,95 %, 5,39 % et 4,33 %.

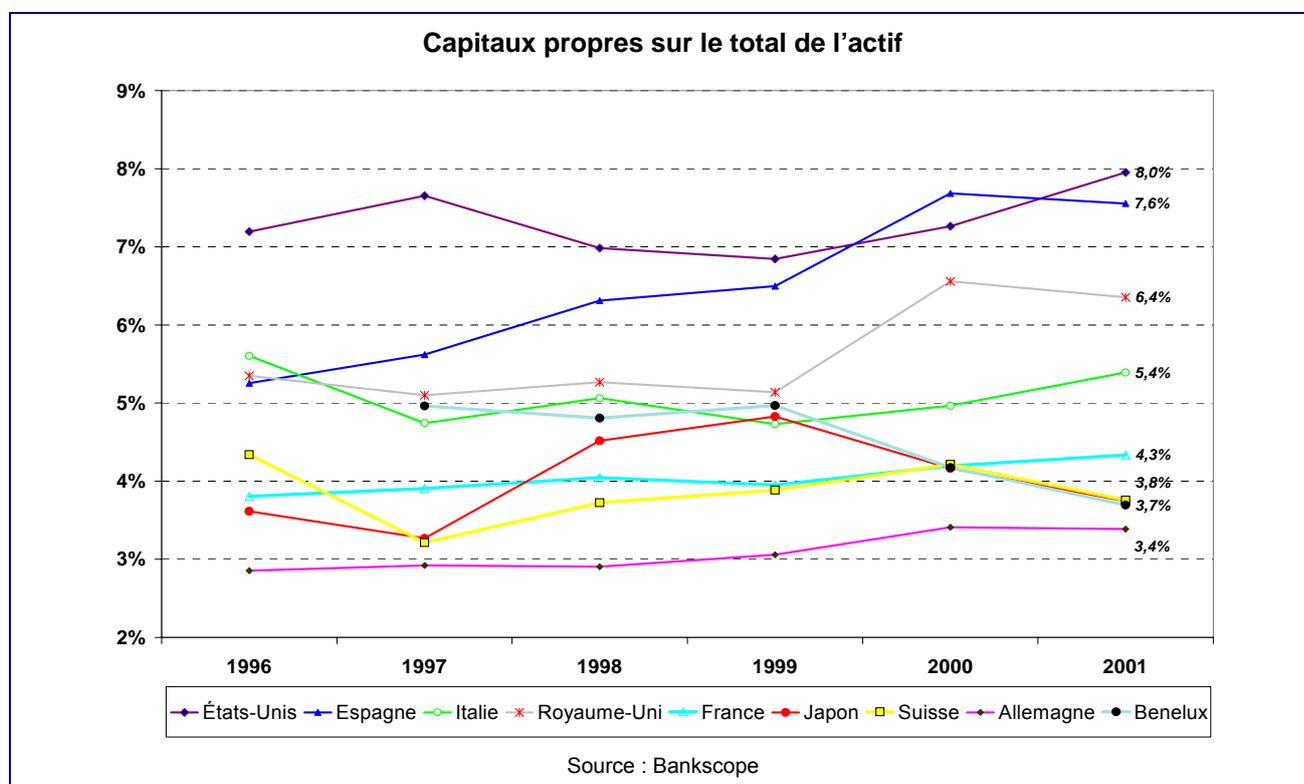
## Capitaux propres cumulés des cinq principaux groupes bancaires

	2000 <sup>1</sup>	2001 <sup>1</sup>	Taux de croissance <sup>2</sup>
Allemagne	100,6	103,8	3,1 %
Benelux	92,9	92,1	- 0,9 %
Espagne	63,0	64,4	2,3 %
États-Unis	217,1	267,8	16,7 %
France	86,8	99,6	14,7 %
Italie	45,7	49,1	7,6 %
Japon	176,0	144,2	- 14,1 %
Royaume-Uni	154,3	171,8	8,7 %
Suisse	61,2	61,4	- 2,4 %
<b>Total</b>	<b>998,8</b>	<b>1 055,7</b>	<b>5,7 %</b>

<sup>1</sup> Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours du 31 décembre en milliards d'euros.

<sup>2</sup> Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire



## 2. DANS CE CONTEXTE, LA RENTABILITE DES GRANDES BANQUES INTERNATIONALES A BAISSÉ EN 2001

### 2.1. La croissance du produit net bancaire a fortement ralenti, en raison du moindre dynamisme des commissions

Le produit net bancaire représente la marge brute dégagée par les banques sur l'ensemble de leurs activités bancaires (activité classique d'intermédiation, mais également activités de marché, offre de services facturés, prestations d'ingénierie financière et de conseil...) et fournit un bon indicateur de l'évolution des opérations constituant le cœur de l'activité des établissements de crédit.

En 2001, le produit net bancaire de l'ensemble des banques de l'échantillon a progressé de 6,7 %, contre 25,2 % l'année précédente.

La hausse la plus forte a concerné les **banques japonaises** (+ 24 %), mais cette évolution apparaît liée à des opérations non récurrentes, concentrée sur deux établissements. Si l'on neutralise ces éléments, le produit net bancaire est resté stable.

L'augmentation du produit net bancaire s'est avérée soutenue dans les **banques espagnoles** (+ 19 %) et **britanniques** (+ 10,4 %). Si elle inclut des effets de périmètre (notamment l'intégration des filiales sud-américaines nouvellement acquises par les banques espagnoles), elle est aussi la conséquence d'un profil d'activité qui est resté dynamique en 2001, notamment sur leurs marchés domestiques respectifs.

La croissance est nettement plus faible dans les autres pays (de + 0,5 % au Benelux à + 7,5 % en Suisse), les **banques françaises** s'inscrivant dans la moyenne avec + 4,1 %. Ces variations incluent ici aussi des effets de périmètre. Il convient de souligner d'ailleurs que dans les **banques allemandes**, la hausse modérée de 3,5 % recouvre des évolutions contrastées. La progression est due principalement à l'extension de périmètre d'un groupe, les autres entités affichant au contraire une stagnation ou une baisse de leur produit net bancaire.

### Produit net bancaire cumulé des cinq principaux groupes bancaires

	2000 <sup>1</sup>	2001 <sup>1</sup>	Taux de croissance <sup>2</sup>
Allemagne	53,0	54,9	3,5 %
Benelux	67,0	67,3	0,5 %
Espagne	30,6	36,4	19,0 %
États-Unis	183,5	193,1	2,1 %
France	57,6	59,9	4,1 %
Italie	33,1	34,0	2,7 %
Japon	70,2	79,1	24,0 %
Royaume-Uni	87,4	94,6	10,4 %
Suisse	48,5	53,7	7,5 %
<b>Total</b>	<b>630,8</b>	<b>673,2</b>	<b>6,7 %</b>

Sur la base des données exprimées en monnaie nationale converties au cours moyen de l'année, exprimées en milliards d'euros.

Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

#### 2.1.1. Les produits nets d'intérêt ont été, dans l'ensemble, les plus dynamiques...

Le niveau de hausse du produit net bancaire est globalement attribuable à deux éléments : la progression des produits nets d'intermédiation, elle-même due au maintien d'une demande soutenue de crédits associée à l'assouplissement des conditions de refinancement des établissements, et le ralentissement marqué des autres recettes.

En effet, compte tenu de la dégradation de l'environnement économique et financier et des turbulences sur les marchés boursiers, les volumes d'activité dans les métiers de banque d'investissement et de gestion d'actifs ont sensiblement diminué, entraînant un ralentissement des commissions perçues et des revenus sur les opérations de portefeuilles (c'est le cas par exemple des **banques suisses, allemandes** et du **Benelux** qui ont enregistré une nette diminution des recettes de *trading*).

## Évolution des composantes du produit net bancaire Progression par rapport à 2000

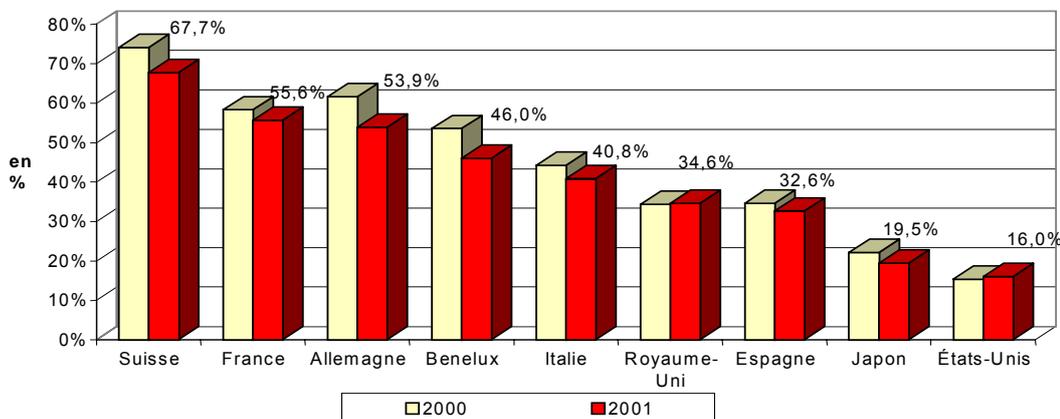
	Produit net d'intermédiation	Autres produits nets
Allemagne	19,8 %	- 7,8 %
Benelux	9,7 %	- 6,1 %
Espagne	23,5 %	11,0 %
États-Unis	13,4 %	- 6,4 %
France	9,6 %	1,3 %
Italie	9,1 %	- 5,3 %
Japon	12,8 %	40,9 %
Royaume-Uni	11,5 %	9,1 %
Suisse	10,1 %	6,8 %

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

D'une manière générale, **la part des produits nets d'intermédiation** est remontée de 45,3 % à 47,8 %. Des différences subsistent néanmoins dans la structure du produit net bancaire de chacun des pays.

Les **banques britanniques, japonaises, espagnoles et italiennes** continuent de tirer de l'intermédiation la majorité (entre 54 % et 66 %) de leur produit net bancaire. Sa part dans le produit net bancaire a généralement augmenté (de 0,5 point dans les **banques britanniques** à 3,5 points dans les **banques italiennes**). Mais pour ce qui concerne les **banques japonaises**, il convient de noter que si les recettes nettes d'intérêt ont augmenté en volume de 12,8 %, leur part a chuté de près de 5,4 points. Cette évolution apparaît toutefois peu significative dans la mesure où la progression du produit net bancaire est due à des opérations diverses non récurrentes.

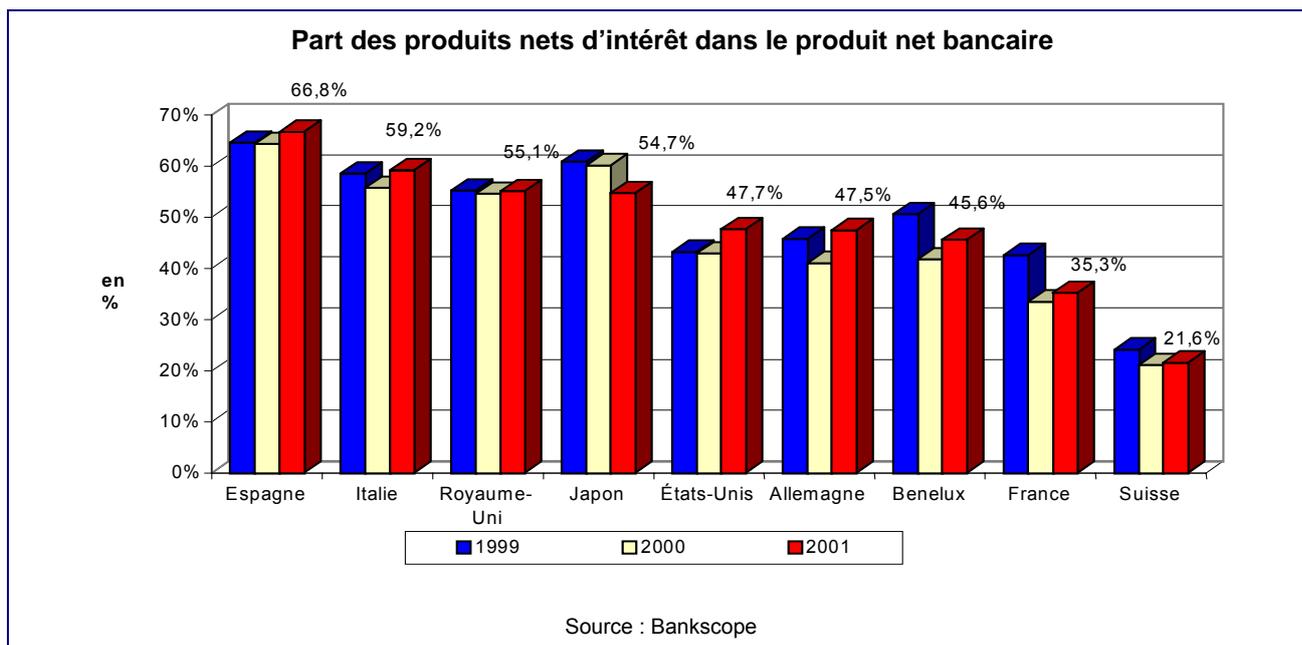
### Poids des commissions nettes et des recettes nettes de trading dans le produit net bancaire



Source : Bankscope

Les **banques allemandes, françaises, du Benelux et américaines** ont vu, ces dernières années, la part du produit net tiré de l'intermédiation classique diminuer régulièrement, la majeure partie du produit net bancaire provenant désormais des recettes hors intermédiation. Néanmoins, en 2001, la progression des produits nets d'intérêt a nettement dépassé celle des autres recettes. Ainsi, dans les **banques américaines**, du **Benelux** et dans les **banques allemandes**, compte tenu du recul des autres produits nets issus notamment des activités de banque d'investissement et de gestion d'actifs (respectivement - 6,4 %, - 6,1 % et - 7,8 %), la part des revenus nets d'intérêt a augmenté pour dépasser 45 % du produit net bancaire. Pour ce qui concerne les **banques françaises**, la même évolution globale est constatée, avec une progression légèrement positive des recettes hors intermédiation. La part des produits d'intérêt (ces derniers ont augmenté en volume de 9,6 %) s'est accrue en conséquence de 1,8 % pour s'établir à 35,3 %.

Enfin, la structure du produit net bancaire des **grandes banques suisses** n'a guère évolué. La part dans le produit net bancaire des produits hors intérêts, qui ont connu un net ralentissement par rapport à l'année précédente, a légèrement diminué de 0,5 point pour atteindre 78,4 %.

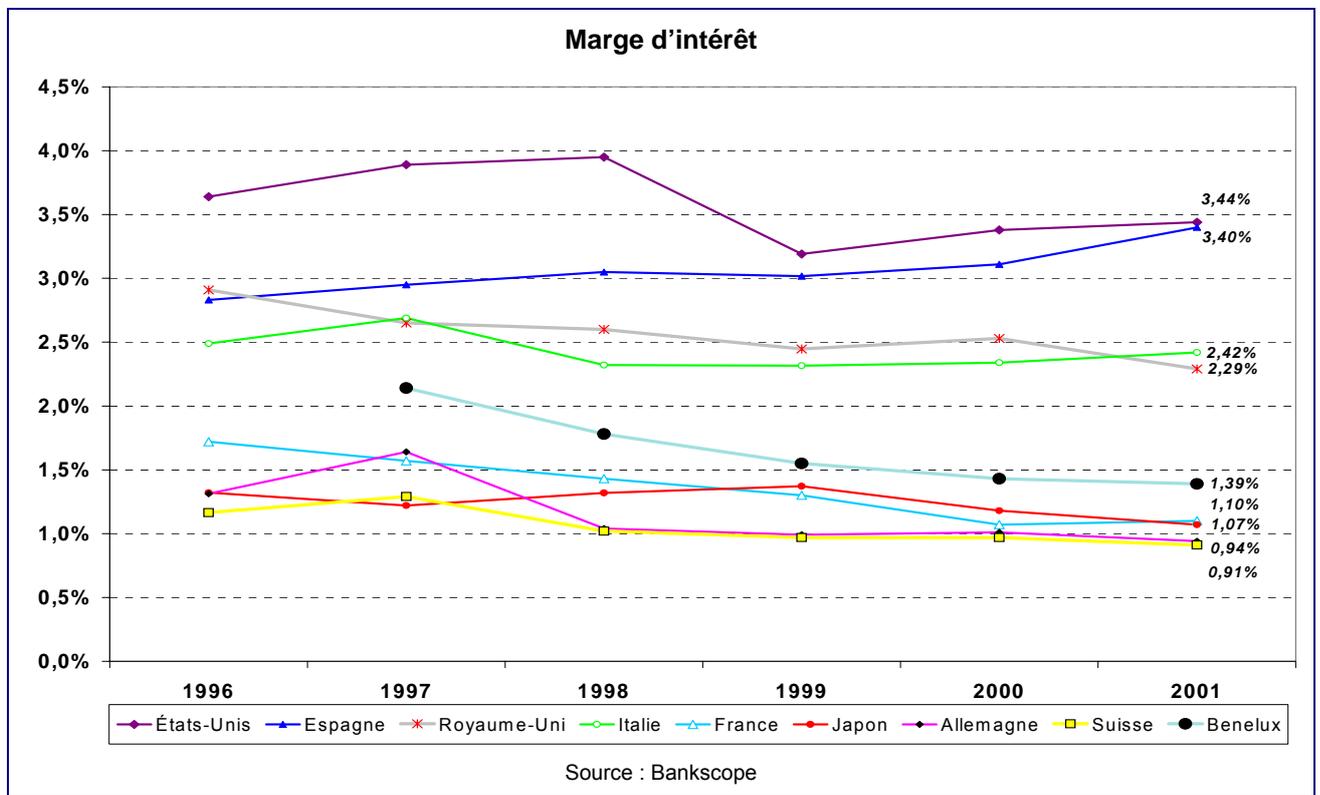


### 2.1.2. ... se traduisant par une amélioration des marges d'intermédiation

Au sein d'un premier groupe de pays (**États-Unis** et **Espagne**), les marges d'intermédiation sont à un niveau plus élevé et en progrès (respectivement 3,44 % et 3,40 %). Dans ces pays, les grandes banques ont bénéficié de conditions économiques favorables sur leur marché domestique. La demande de crédits est restée soutenue, tandis que l'assouplissement de la politique monétaire, notamment aux États-Unis, a permis d'alléger les conditions de refinancement sur les marchés.

La situation des **grandes banques italiennes** et **britanniques** est intermédiaire, avec un niveau de marge d'intérêt de respectivement 2,42 % et 2,29 %. En **Italie**, la marge d'intermédiation s'est légèrement améliorée alors qu'elle a stagné au **Royaume-Uni**, où les analystes constatent une pression concurrentielle de plus en plus forte sur les marges. Les niveaux sont restés toutefois élevés.

Enfin, le dernier groupe de pays (**France, Japon, Allemagne, Benelux, Suisse**) a enregistré des marges d'intérêt faibles et en décroissance. Les pays constituant ce groupe se caractérisent par le bas niveau des taux d'intérêt à court terme. Cette baisse provient aussi de l'intensification de la concurrence, notamment en **Allemagne** où les banques commerciales privées sont dominées sur le marché de la banque de détail par les caisses d'épargne et les réseaux coopératifs. En **France**, le dynamisme de la demande de crédits n'a pas permis, semble-t-il, d'enrayer l'érosion des marges même si, sur les opérations avec la clientèle, une stabilisation semble s'être opérée en 2001.



## 2.2. La croissance des charges d'exploitation a ralenti tandis que le résultat brut d'exploitation a faiblement augmenté

Le résultat brut d'exploitation représente la marge dégagée par les banques après déduction des frais de fonctionnement courants, notamment des charges fixes à court terme (frais de personnel et frais de structure liés aux réseaux de guichets). Tenant compte des amortissements, il peut être affecté par des investissements importants en informatique (notamment pour les opérations de marché) et de manière plus significative encore par les opérations de croissance externe (amortissement des écarts d'acquisition).

La comparaison des taux d'évolution du résultat brut d'exploitation et du produit net bancaire permet de voir dans quelle mesure la croissance des frais de structure a été proportionnée à celle du produit net bancaire. À cet égard, une progression du résultat brut d'exploitation inférieure à celle du produit net bancaire peut parfois s'expliquer par un surcoût, à court terme, résultant d'opérations de restructuration, ces dernières visant à réduire, à plus long terme, les charges de fonctionnement.

**Résultat brut d'exploitation cumulé  
des cinq principaux groupes bancaires**

	2000 <sup>1</sup>	2001 <sup>1</sup>	Taux de croissance <sup>2</sup>
Allemagne	11,5	9,4	- 18,7 %
Benelux	21,8	15,5	- 29,0 %
Espagne	11,4	14,8	29,6 %
États-Unis	60,4	66,3	6,4 %
France	18,8	19,1	1,6 %
Italie	11,8	11,9	0,9 %
Japon	29,2	35,1	32,5 %
Royaume-Uni	38,0	40,0	7,4 %
Suisse	12,3	8,4	- 33,9 %
<b>Total</b>	<b>215,2</b>	<b>220,4</b>	<b>2,4 %</b>

<sup>1</sup> Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours moyen annuel, et exprimées en milliards d'euros

<sup>2</sup> Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

D'une façon générale, les frais de fonctionnement ont évolué à un rythme légèrement supérieur à celui du produit net bancaire, avec néanmoins des situations très différentes selon les établissements. La hausse intègre des effets de périmètre, mais celle-ci a été atténuée dans certains cas par les programmes de réduction des coûts, initiés dans plusieurs groupes. Au final, le résultat brut d'exploitation a progressé pour l'ensemble des établissements de 2,4 %, à un rythme plus faible que celui du produit net bancaire.

La hausse des frais de fonctionnement a concerné plus particulièrement les **banques japonaises et suisses**, avec des progressions respectives de 18 % et 21,6 %. Elle est restée en rapport avec l'évolution du produit net bancaire dans les **banques japonaises**, de sorte que le résultat brut d'exploitation s'est accru. Dans les **banques suisses**, en revanche, la progression moindre du produit net bancaire a généré une baisse importante du résultat brut d'exploitation.

Il convient de souligner également le recul du résultat brut d'exploitation dans les **banques allemandes** et du **Benelux**, en liaison avec une faible augmentation du produit net bancaire et l'ajustement insuffisant des coûts de structure.

En **Italie** le résultat brut d'exploitation a stagné. Dans les autres pays la hausse est modérée (+ 7,4 % dans les **banques britanniques**, + 6,4 % dans les **banques américaines**, + 1,6 % dans les **banques françaises**). Seules les **banques espagnoles** ont bénéficié d'une croissance soutenue (+ 29,6 %) de leur résultat brut d'exploitation, illustrant le dynamisme de leur activité mais aussi l'impact de l'intégration des acquisitions en Amérique latine.

La comparaison des niveaux du coefficient net d'exploitation (charges générales d'exploitation/produit net bancaire) est quant à elle révélatrice des différences de structure entre systèmes bancaires.

**Coefficient net d'exploitation <sup>1</sup>  
des cinq principaux groupes bancaires**

(en pourcentage)	2000	2001	Variation en points
Allemagne	78,3 %	83,0 %	4,7
Benelux	67,4 %	77,0 %	9,6
Espagne	62,8 %	59,5 %	- 3,3
États-Unis	67,1 %	65,7 %	- 1,4
France	67,3 %	68,1 %	0,8
Italie	64,3 %	65,0 %	0,7
Japon	58,4 %	55,6 %	- 2,8
Royaume-Uni	56,6 %	57,7 %	1,2
Suisse	74,6 %	84,4 %	9,8

<sup>1</sup> Coefficient net d'exploitation = frais généraux/produit net bancaire.  
Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

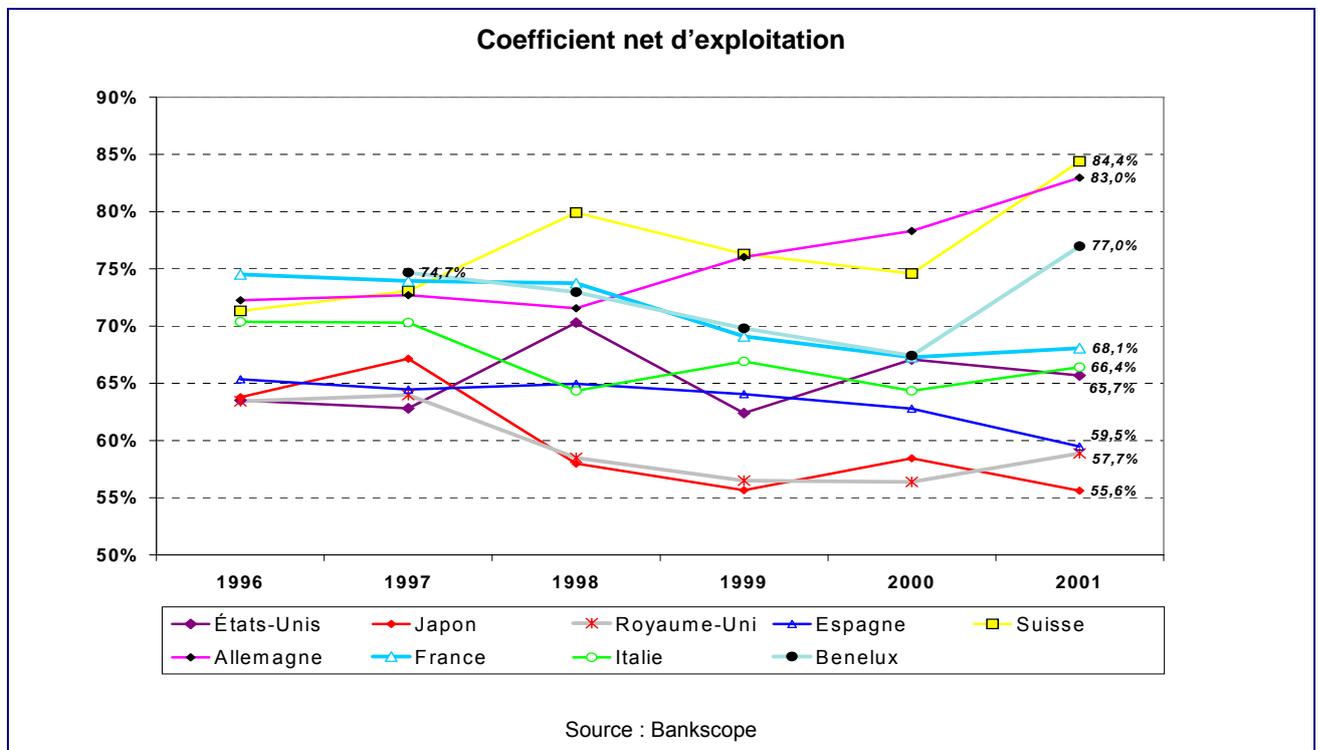
Ce coefficient a toutefois connu des évolutions différentes d'un pays à l'autre. Il s'est amélioré dans les **banques espagnoles** (59,5%), **américaines** (65,7 %) et **japonaises** (55,6 %).

Il s'est très légèrement dégradé dans les **banques italiennes** (65 %), **françaises** (68,1 %) et **britanniques** (57,7 %).

En revanche, les **grandes banques allemandes** ont connu en 2001 une dégradation marquée de leur coefficient net d'exploitation (+ 4,7 point avec 83 %), alors que celui-ci est déjà parmi les plus élevés. Cette évolution souligne une des faiblesses structurelles des grands banques allemandes, à savoir des coûts de structure trop élevés, ce qui, dans une conjoncture plus difficile où la croissance des revenus ralentit, a pesé lourdement sur les comptes d'exploitation. De fait, des programmes importants de réduction des coûts ont été annoncés ces derniers mois, entraînant la suppression de plusieurs milliers d'emplois.

Le même constat peut être fait dans les **banques suisses** avec un coefficient net d'exploitation en nette dégradation passant de 74,6 % en 2000 à 84,4 % en 2001. Il en est de même dans les **banques du Benelux** avec un coefficient de 77 %, en hausse de 9,6 points.

Dans l'ensemble, on peut distinguer trois groupes de pays, ceux dont les cinq principales banques ont un coefficient net d'exploitation assez élevé, supérieur à 70 % (**Suisse, Allemagne** et dans une moindre mesure **Benelux**), ceux dont les grandes banques ont un coefficient compris entre 60 % et 70 % (**France, États-Unis, Italie**), enfin ceux qui sont en deçà (**Japon et Royaume-Uni, Espagne**).



### 2.3. La dégradation de la situation économique et la montée des risques ont entraîné une hausse des dotations aux provisions

Le résultat courant après provisions prend en compte les dotations nettes aux provisions. S'agissant d'un solde résiduel, ces variations peuvent être extrêmement diverses d'une période à l'autre ou d'un pays à l'autre. Elles ont résulté essentiellement des impacts respectifs de deux facteurs : l'évolution du produit net bancaire et celle des dotations nettes aux provisions.

Globalement le coût du risque a augmenté de 49,4 %, atteignant 104,1 milliards d'euros. Tous les pays ont affiché une augmentation substantielle de l'effort de provisionnement.

Le ralentissement de l'économie américaine et les difficultés dans plusieurs secteurs d'activité (télécommunications, transport aérien, ...) ont entraîné en effet une forte hausse des créances douteuses. De fait, les banques les plus exposées aux États-Unis ont dû affronter les faillites de grands groupes en 2001 (Enron, K Mart). Les engagements aux États-Unis sont d'ailleurs à l'origine d'une bonne partie de la hausse des dotations nettes aux provisions en 2001.

Celle-ci est particulièrement nette dans les **banques suisses** (+ 236,2 %), **britanniques** (+ 60,1 %) et du **Benelux** (+ 73,5 %). Leur poids dans le produit net bancaire est toutefois variable puisqu'il est respectivement de 4 %, 8,3 % et 5 %.

Concernant les **banques allemandes**, outre leur forte exposition aux États-Unis, il convient d'ajouter la dégradation du risque domestique illustrée par les nombreuses faillites d'entreprises et les difficultés du secteur immobilier. La charge du risque, en hausse de 61,1 %, a représenté ainsi 13,1 % du produit net bancaire.

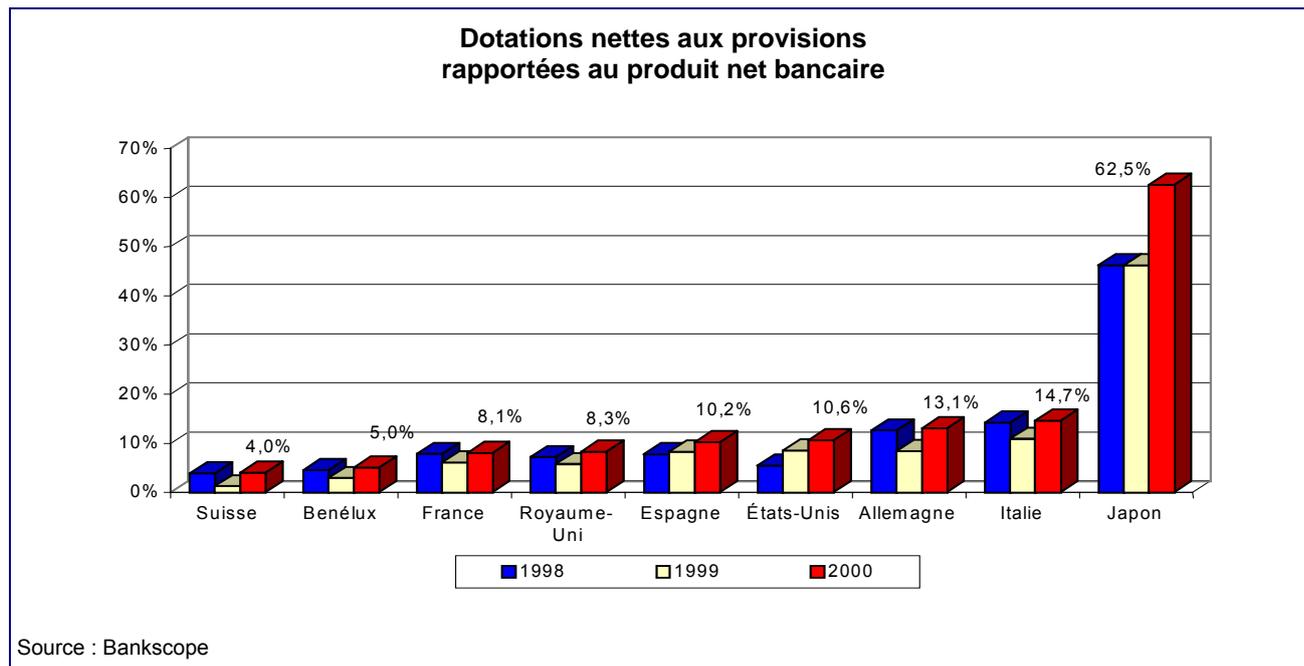
L'augmentation est moins prononcée dans les **banques italiennes** et **françaises** (respectivement + 39,3 % et + 39 %). Mais l'évolution est due là aussi à la montée du risque aux États-Unis ainsi qu'à l'exposition en Argentine (notamment pour certaines banques italiennes).

Dans les **banques américaines**, l'accroissement du coût du risque apparaît aussi plus mesuré (+ 27,5 %), mais cela s'explique par un effort de provisionnement substantiel réalisé dès l'exercice 2000. La charge du risque a finalement atteint en 2001 20,5 milliards d'euros, soit 10,6 % du produit net bancaire, avec toutefois des situations différentes selon les établissements.

Concernant les **banques espagnoles**, la hausse de 46 % est due en partie à la nouvelle réglementation sur le provisionnement forfaitaire mise en œuvre depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2000, mais aussi aux conséquences de la crise argentine qui a lourdement affecté les deux principaux groupes BBVA et SCH. Le coût du risque dans les grandes banques espagnoles a ainsi atteint 3,7 milliards d'euros, représentant 10,2 % du produit net bancaire.

Quant aux **banques japonaises**, celles-ci avaient comptabilisé en 1997 et 1998 des montants considérables de provisions. Après une relative accalmie en 1999 et 2000, la hausse de la charge du risque

a repris en 2001 avec l'enregistrement de 49,5 milliards d'euros de dotations nettes aux provisions, représentant 62,5 % du produit net bancaire et 140,9 % du résultat brut d'exploitation.



De fait, le résultat courant après provisions des grandes banques étudiées a connu des évolutions diverses.

Seules les **banques britanniques** et **espagnoles** ont enregistré une hausse de ce solde. Leur forte présence dans les activités de banque de détail a permis d'engranger des revenus d'exploitation en augmentation. Combinée à une maîtrise satisfaisante des coûts de fonctionnement, cette évolution favorable a permis d'absorber la hausse du coût du risque et d'afficher un résultat courant après provisions de 11,1 milliards d'euros pour les **banques espagnoles** (+ 24,9 %) et de 32,1 milliards d'euros pour les **banques britanniques** (+ 3,1 %).

Dans les **banques américaines**, le résultat courant après provisions est resté stable à 45,8 milliards d'euros, un établissement ayant toutefois enregistré un net repli en liaison avec une très forte augmentation de la charge du risque.

En **France** et en **Italie**, la hausse de la charge du risque a eu un impact sur le résultat courant après provisions, mais dans des proportions raisonnables puisque celui-ci a reculé de respectivement 6,9 % (14,3 milliards d'euros) et 16 % (6,9 milliards d'euros). On peut souligner néanmoins des disparités selon les établissements, certains groupes ayant particulièrement souffert de la montée du coût du risque.

## Résultat courant après provisions

	2000 <sup>1</sup>	2001 <sup>1</sup>	Taux de croissance <sup>2</sup>
Allemagne	7,0	2,2	- 69,2 %
Benelux	19,9	12,1	- 39,0 %
Espagne	8,9	11,1	24,9 %
États-Unis	44,8	45,8	- 0,9 %
France	15,4	14,3	- 6,9 %
Italie	8,2	6,9	- 16,0 %
Japon	- 3,3	-14,4	NS
Royaume-Uni	33,0	32,1	3,1 %
Suisse	11,7	6,2	- 48,3 %
<b>Total</b>	<b>145,5</b>	<b>116,3</b>	<b>- 20,1 %</b>

<sup>1</sup> Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours moyen annuel, exprimées en milliards d'euros.

<sup>2</sup> Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

La baisse du résultat courant après provisions a été en revanche plus accentuée dans les **banques allemandes**, du **Benelux** et **suisses** (respectivement - 69,2 % à 2,2 milliards d'euros, - 39 % à 12,1 milliards d'euros et - 48,3 % à 6,2 milliards d'euros). La hausse des provisions a été importante, tandis que les coûts ont été insuffisamment ajustés au ralentissement ou à la baisse du produit net bancaire.

Enfin, dans les **banques japonaises**, le résultat courant après provisions est apparu négatif à hauteur de 14,4 milliards d'euros, le niveau très élevé de la charge du risque (140,9 % du résultat brut d'exploitation) ayant pesé très lourdement sur les comptes d'exploitation.

## 2.4. Au final, le recul de la rentabilité des grandes banques internationales est inégal

---

### 2.4.1. Le résultat net final a généralement diminué

---

Le résultat net, bénéfice ou perte, est l'indicateur le plus agrégé de la rentabilité des banques ; il doit être toutefois interprété avec prudence dans la mesure où il est affecté à la fois par les éléments exceptionnels et par la fiscalité, dont le régime très variable d'un pays à l'autre rend difficiles les comparaisons internationales.

Solde résiduel, le résultat net est également un indicateur très sensible et ses variations parfois brutales tendent à amplifier l'amélioration ou la détérioration de la situation économique.

## Bénéfice net global cumulé des cinq principaux groupes bancaires

	2000 <sup>1</sup>	2001 <sup>1</sup>	Taux de croissance <sup>2</sup>
Allemagne	18,4	1,7	- 90,7%
Benelux	20,6	14,3	- 30,7 %
Espagne	8,0	8,6	7,5%
États-Unis	28,7	31,5	6,6%
France	12,6	11,6	- 8,1%
Italie	5,9	5,2	- 11,9 %
Japon	2,0	-15,4	ns
Royaume-Uni	23,0	22,8	- 2,1 %
Suisse	8,8	4,4	- 51,5 %
<b>Total</b>	<b>128,7</b>	<b>84,7</b>	<b>- 34,2%</b>

<sup>1</sup> Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours moyen annuel, exprimées en milliards d'euros.

<sup>2</sup> Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

Dans la majorité des pays étudiés, les grands groupes bancaires ont dégagé, en 2001, un résultat net en recul par rapport à 2000 ou en faible progression.

Seules les **banques espagnoles** et **américaines** ont enregistré une progression du résultat net, due au dynamisme de la banque de détail ainsi qu'à une bonne maîtrise des coûts de structure. Dans le cas des **banques américaines**, on peut noter que le ralentissement économique avait déjà affecté les comptes de l'année 2000, d'où une évolution plus favorable en 2001.

Les **banques françaises** ont également bénéficié des bonnes performances en banque de détail, avec un résultat net en repli limité de 8,1 % à 11,6 milliards d'euros. Il en est de même dans les **banques britanniques** (- 2,1 % à 22,8 milliards d'euros).

En **Italie**, le repli a atteint 11,9 % (5,2 milliards d'euros) mais recouvre de fortes disparités, certains établissements affichant une baisse importante de leur résultat net.

Les **banques allemandes**, **suisses** et du **Benelux** ont en revanche affiché une baisse importante de leur résultat net (- 90,7 % pour les **banques allemandes**, - 51,5 % pour les **banques suisses**, - 30,7 % pour les **banques du Benelux**), victimes de leur plus grande dépendance à l'égard des activités de gestion d'actifs et de banque d'investissement. S'agissant des **grandes banques allemandes**, la baisse est due aussi aux effets de changement de méthode comptable d'un établissement qui a adopté les normes US GAAP et retraité ses comptes de l'exercice 2000.

Au **Japon**, le redressement qui semblait se dessiner en 1999 avait déjà marqué le pas en 2000. La situation s'est à nouveau dégradée en 2001, les créances douteuses continuant de grever lourdement les comptes d'exploitation. Au final, les **banques japonaises** ont affiché un résultat net négatif de l'ordre de 15,4 milliards d'euros.

### 2.4.2. Les ratios de rentabilité affichent des différences notables

Le ratio **bénéfice net global/capitaux propres** ou coefficient de rentabilité (ROE) est examiné avec attention par les investisseurs, puisqu'il rapporte le résultat dégagé par l'ensemble de l'activité à l'ensemble des capitaux propres mis à la disposition de l'établissement de crédit. Il répond toutefois à des besoins d'analyse à court terme car il privilégie les résultats récents (le résultat net) par rapport aux résultats cumulés (les capitaux propres). Il convient donc de relativiser la portée de ce ratio, qui peut quelquefois présenter un niveau bas, non pas en raison de faibles profits, mais à cause de capitaux propres importants.

Le ratio **bénéfice net global/total de l'actif** ou coefficient de rendement (ROA), qui est aussi traditionnellement utilisé dans l'analyse financière des banques, doit être également interprété avec prudence. En effet, le développement des activités de hors-bilan, qui génèrent une part croissante des résultats (cf. modification de la structure du produit net bancaire), rend ce ratio moins pertinent que par le passé. Par ailleurs, la forte disparité des règles d'évaluation des actifs (règles de réévaluation, évaluation du portefeuille de négociation) rend l'agrégat « total de l'actif » moins comparable entre pays que l'agrégat « fonds propres de base », qui fait l'objet d'une harmonisation internationale.

Un examen comparatif des deux catégories de ratios en 2001 (ROE et ROA) permet de classer les pays en quatre catégories et de constater depuis quelques années une convergence d'ensemble de la rentabilité des grandes banques internationales (à l'exception des **banques japonaises** et dans une moindre mesure des **banques allemandes**) qui semble se confirmer en 2001.

– **Rentabilité financière élevée :**

- Benelux (15,0 % et 0,59 %)
- Royaume-Uni (13,9 % et 0,90 %),
- États-Unis (12,9 % et 0,98 %),
- Espagne (13,53 % et 1,03 %)

– **Rentabilité financière moyenne :**

- France (12,12 % et 0,52 %),
- Italie (10,3 % et 0,54 %),

– **Rentabilité financière en voie de dégradation :**

- Suisse (7,13 % et 0,28 %),
- Allemagne (1,63 % et 0,25 %).

– **Rentabilité financière fortement dégradée :**

- Japon (- 8,77 % et - 0,35 %).

Les **banques britanniques** sont les établissements les plus rentables parmi les grands pays industrialisés. Leur objectif de rentabilité les a conduites à mettre en œuvre une politique tarifaire très efficace, combinée à des diminutions constantes des coûts. De même, la rentabilité des **banques américaines**, en dépit de la conjoncture économique moins porteuse, se situe à un niveau élevé. Enfin, les **banques espagnoles**, malgré l'impact de la crise argentine, demeurent très rentables et ce niveau de rentabilité — en légère baisse sur la base des fonds propres — est resté stable en termes de total de situation, à la faveur d'un volume d'activité soutenu et d'une maîtrise rigoureuse des coûts. Quant aux **banques du Benelux**, le recul important des résultats par rapport à 2000 ne les a pas empêchées d'afficher un coefficient de rentabilité assez conséquent, lié notamment à la diversification des activités reposant sur le modèle de la bancassurance.

Dans un deuxième groupe de pays (**France** et **Italie**), la rentabilité financière des banques s'est inscrite en recul en 2001, tout en demeurant satisfaisante. Les **banques françaises** ont bénéficié de leur portefeuille diversifié d'activités. Quant aux **banques italiennes**, elles ont recueilli le fruit de leurs efforts de restructuration, même si la situation n'est pas homogène, avec des résultats dégradés pour certaines entités.

Les **banques suisses** ont connu, pour leur part, une évolution assez disparate. Leur rentabilité apparaît en effet assez volatile selon les années et, après deux exercices favorables en 1999 et en 2000, elle s'est inscrite en net retrait en 2001. S'agissant des **banques allemandes**, la rentabilité a connu également une évolution très défavorable en 2001, due à la conjoncture dégradée des marchés et à la hausse des créances douteuses. Cette évolution met en lumière les problèmes de structure des banques commerciales allemandes : insuffisante maîtrise des coûts de fonctionnement, faible rentabilité en banque de détail.

Enfin, l'environnement ne s'est pas montré favorable en 2001 pour les **banques japonaises**, ce qui s'est traduit par une nouvelle dégradation de leur situation financière, leur rentabilité financière s'inscrivant à nouveau en fort repli.

En %	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Moyenne
<b>Coefficient de rendement <sup>1</sup></b>							
États-Unis	1,17	1,21	1,38	1,34	1,05	0,98	<b>1,19</b>
Royaume-Uni	1,04	1,01	0,97	1,05	1,13	0,90	<b>1,02</b>
Espagne	0,61	0,77	0,90	0,99	1,10	1,03	<b>0,92</b>
Benelux	nd	0,74	0,59	0,67	0,97	0,59	<b>0,71</b>
France	0,30	0,37	0,36	0,49	0,60	0,52	<b>0,44</b>
Italie	0,20	0,02	0,42	0,65	0,65	0,54	<b>0,41</b>
Suisse	-0,08	0,08	0,33	0,70	0,69	0,28	<b>0,33</b>
Allemagne	0,28	0,24	0,32	0,25	0,36	0,06	<b>0,25</b>
Japon	0,02	- 0,42	- 0,68	0,16	0,05	- 0,35	<b>- 0,20</b>
<b>Coefficient de rentabilité <sup>2</sup></b>	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Moyenne
Royaume-Uni	19,99	19,38	18,78	20,88	17,48	13,94	18,41
États-Unis	16,03	16,10	16,28	19,48	14,38	12,90	15,86
Espagne	11,73	14,21	14,71	15,40	15,37	13,53	14,29
Benelux	nd	13,62	12,12	13,80	21,31	15,03	15,18
France	7,82	9,62	9,00	12,59	14,82	12,12	10,99
Suisse	- 1,71	2,44	9,45	18,31	16,86	7,13	8,75
Allemagne	9,33	8,17	10,80	8,14	11,87	1,63	8,32
Italie	3,53	0,48	8,63	13,34	13,62	10,30	8,20
Japon	0,61	- 12,20	- 17,58	3,35	1,15	- 8,77	- 5,57

<sup>1</sup> Bénéfice net global sur total de situation

<sup>2</sup> Bénéfice net global sur capitaux propres

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

## 2.5. Les résultats du premier semestre 2002 s'inscrivent à nouveau en repli <sup>3</sup>, en liaison avec un environnement économique et financier incertain

Au premier semestre 2002, l'environnement économique et financier, toujours marqué par une croissance faible et une forte volatilité sur les marchés, n'a pas été favorable à l'activité des grands groupes financiers. Seules les opérations de banque de détail ont conservé un certain dynamisme, compensant les difficultés en gestion d'actifs mais surtout en banque d'investissement.

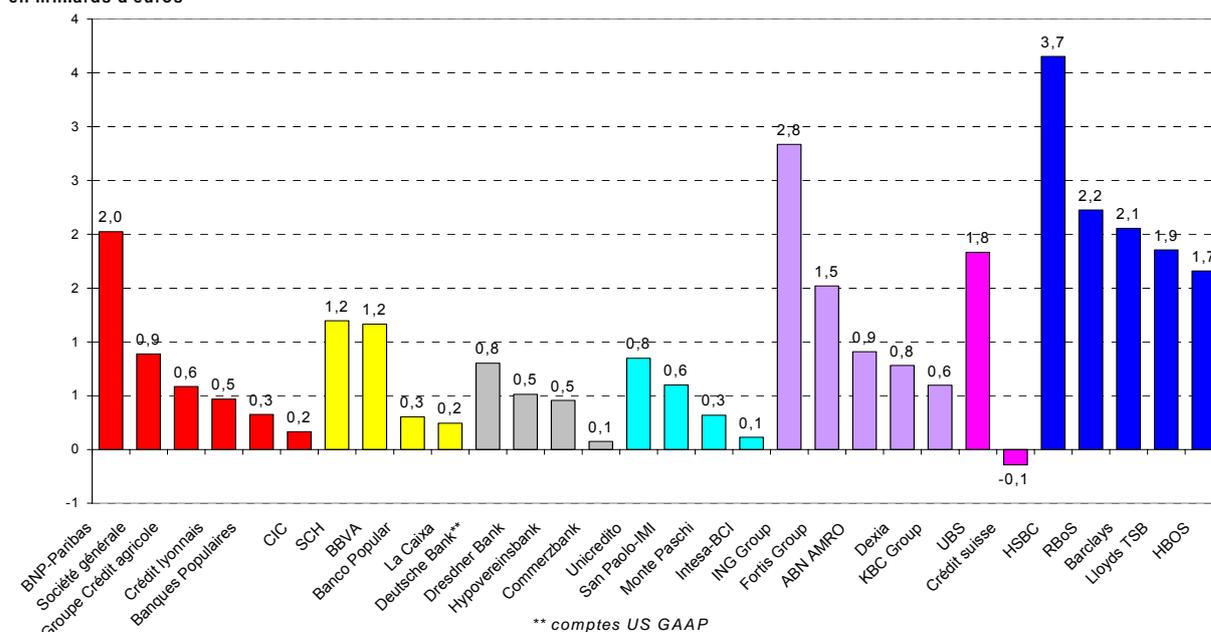
De fait, la dégradation des risques, déjà observée en 2001, s'est poursuivie au cours du premier semestre. Les banques ont été confrontées à la faillite de grandes entreprises aux États-Unis et en Europe (notamment en Allemagne) ainsi qu'à l'accentuation du risque émergent en Amérique latine (la crise argentine affaiblissant l'ensemble de la zone). Cela s'est traduit dans les comptes d'exploitation des grandes banques par une hausse importante du coût du risque de crédit.

Néanmoins, il apparaît que les principaux groupes bancaires internationaux ont assez bien résisté à la dégradation de la conjoncture. Quant aux coûts de fonctionnement, un réel ajustement a été opéré dans tous les métiers et notamment en banque d'investissement. De nouveaux programmes de réduction des coûts ont été en outre annoncés.

<sup>3</sup> Cette partie est réalisée à partir des données semestrielles publiées par quelques grands groupes bancaires internationaux. L'échantillon n'est pas aussi complet que dans les parties qui précèdent et les données qui sont indiquées n'ont pas été retraitées (ce sont celles communiquées par les établissements)

## Résultat net part du groupe des principales banques européennes

en milliards d'euros



Source : Données des banques

Au final, à l'exception des **banques allemandes**, toujours pénalisées par leur faible rentabilité en banque de détail et leur plus grande dépendance à l'égard des opérations de marché, ainsi que quelques banques affectées lourdement par des engagements douteux ou des pertes sur leurs filiales d'assurance, les résultats des grandes banques internationales, bien qu'en recul, semblent démontrer une meilleure capacité à absorber les chocs que par le passé.

### 2.5.1. Les banques anglo-saxonnes et espagnoles ont assez bien résisté à la dégradation de la conjoncture

Les principales **banques espagnoles**<sup>1</sup> ont vu en effet leur résultat net part du groupe diminuer de 14,3 %, pour donner un coefficient de rentabilité de l'ordre de 15 %. Malgré les inquiétudes quant à l'avenir de leurs activités en Amérique latine (c'est surtout le cas de BBVA et de SCH), elles s'appuient sur un pôle européen en banque de détail particulièrement rentable. Quant aux risques, elles peuvent se prévaloir d'avoir mis en œuvre, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2000, un système de provisionnement forfaitaire qui devrait leur permettre d'amortir une éventuelle nouvelle dégradation des risques en Europe. Il n'en reste pas moins que, depuis le début de l'année, les deux premiers groupes espagnols ont été sérieusement chahutés sur les marchés, leur valorisation perdant près de 30 %. La situation en Amérique latine reste un facteur de risque prédominant, étant donné les lourds investissements consentis ces dernières années sur l'ensemble de la zone (plus de 25 milliards de dollars selon certaines estimations) et la priorité est aujourd'hui au renforcement des fonds propres.

Quant aux **banques commerciales britanniques**<sup>2</sup>, elles ont certes été affectées par une brusque montée de la charge du risque, en raison de leur implication importante dans les sinistres survenus ces derniers mois (Enron, Worldcom, Argentine, ...). Mais, ici aussi, le pôle domestique de banque de détail est demeuré solide et les coûts de structure ont été rigoureusement contenus. Il faut noter néanmoins les mesures récentes prises par la Commission de la concurrence à l'encontre de certains abus dans la tarification des services aux entreprises, ce qui devrait générer des coûts. Au final, les cinq premières banques britanniques ont vu leur résultat net part du groupe progresser légèrement de 1,2 % et elles ont dégagé un ratio de rentabilité compris entre 14 % et 21 %. Les groupes britanniques demeurent en Europe les mieux valorisés avec une capitalisation boursière nettement supérieure à celle de leurs homologues de la zone euro. Enfin, les principales **banques commerciales américaines**<sup>3</sup>, malgré une hausse significative du coût du risque, sont parvenues à afficher des résultats en progression. Le produit net bancaire a augmenté, grâce notamment à un environnement de taux d'intérêt très favorable et à l'octroi de crédits aux particuliers,

1 SCH, BBVA, Banco Popular, La Caixa.

2 HSBC, Royal Bank of Scotland, Barclays, Lloyds TSB, HBOS.

3 BankOne, Citigroup, Wachovia, JP Morgan Chase, BankAmerica.

notamment pour le financement de l'habitat. Les recettes nettes d'intermédiation se sont inscrites en effet en hausse sensible, compensant les difficultés sur les activités de marché. Quant aux coûts de fonctionnement, ils ont été ajustés et sont restés stables. Ces évolutions favorables ont ainsi permis de compenser la hausse du coût du risque de crédit de l'ordre de 40 % dans les principaux établissements. Dans les banques d'investissement <sup>1</sup>, la rentabilité s'est en revanche dégradée puisque le résultat net part du groupe des quatre grandes banques d'affaires américaines a diminué de 13 % environ.

### **2.5.2. Pour les banques françaises et du Benelux, la situation, bien que moins favorable, n'en demeure pas moins globalement satisfaisante**

---

Dans les **banques françaises**, la rentabilité s'est inscrite en repli par rapport à un premier semestre 2001 très favorable. Le résultat net part du groupe des six principales banques françaises <sup>2</sup> a ainsi reculé de 21,1 % à un peu moins de 4,5 milliards d'euros. Cette évolution fait néanmoins apparaître une certaine résistance, les banques françaises bénéficiant de leur stratégie de diversification ainsi que des efforts de maîtrise des coûts. Le produit net bancaire a continué de croître bien qu'à un rythme ralenti. Ainsi, malgré un environnement très difficile, les principales banques françaises ont dégagé des revenus en très légère progression. Le coût du risque, quant à lui, a augmenté mais dans des proportions raisonnables. Les grandes banques de l'Hexagone n'ont pas été épargnées par les faillites d'entreprises ou la crise en Argentine, mais les engagements sont restés limités. Le contrôle et la mesure des risques ont permis aux établissements de diminuer leur exposition avant la matérialisation des défaillances. Quant au risque domestique, en dépit d'une inflexion depuis quelques mois, celui-ci est resté maîtrisé, les établissements français ne décelant pas, pour le moment, d'aggravation notable dans le secteur des PME. Il n'en reste pas moins que la vigilance prévaut et que les PME restent un foyer important de risques potentiels.

De même, les **groupes du Benelux** <sup>3</sup>, dont un certain nombre s'est orienté vers le modèle de bancassurance, ont assez bien résisté à la dégradation de l'environnement économique. Seul un établissement a présenté un résultat net part du groupe en fort recul, lié à un produit net exceptionnel de 962 millions d'euros au premier semestre 2001. Quant aux autres groupes, la diversification des sources de revenus et la maîtrise des coûts ont permis de limiter l'impact de la chute de la Bourse et de la hausse du coût du risque. Pour autant, les évolutions récentes des marchés boursiers inquiètent. La chute de la valorisation des placements financiers, notamment dans les activités d'assurance, pourrait entraîner l'enregistrement de provisions destinées à couvrir les moins-values latentes.

### **2.5.3. Les résultats des banques allemandes sont médiocres**

---

Les banques très dépendantes des activités de marché ont connu un premier semestre beaucoup plus difficile. Cette évolution concerne notamment les grandes **banques commerciales allemandes**. Ces dernières continuent d'afficher des résultats en recul, malgré des efforts incontestables de réduction des coûts. Le résultat net part du groupe des quatre banques commerciales allemandes <sup>4</sup> a ainsi chuté de 32,2 % à 1,8 milliard d'euros seulement et certains groupes ont même affiché des pertes opérationnelles au deuxième trimestre.

Pénalisées par un environnement domestique très dégradé, les **banques commerciales allemandes** sont confrontées à une activité de banque de détail peu rentable qui ne compense pas la baisse des commissions perçues sur les activités de marché (gestion d'actifs et banque d'investissement). Elles doivent en outre faire face à une forte hausse des provisions liées à la dégradation du climat économique outre-Rhin et à la multiplication du nombre des faillites d'entreprises. Les résultats au 30 juin 2002 ont été particulièrement faibles et ont mis en lumière la fragilité de banques qui pourraient avoir du mal à faire face à une dégradation supplémentaire du climat économique.

Dans ce contexte, les **principales banques allemandes** ont présenté de nouveaux plans de réduction des coûts se traduisant par des suppressions d'emplois importantes.

### **2.5.4. Enfin, les résultats des banques suisses et italiennes sont plus contrastés**

---

Très présentes sur les activités de marché et d'assurance, les **grandes banques suisses** ont enregistré des résultats en recul. Mais si le groupe UBS est parvenu à limiter la baisse de sa rentabilité (résultat net en repli de 9,1 %), le groupe Crédit suisse a dégagé pour sa part une perte nette de 211 millions de francs suisses en raison de pertes sur les placements effectués dans le secteur des assurances. Les fonds propres de la filiale Winterthur ayant fortement diminué, le Crédit suisse a dû transférer des liquidités à sa filiale à

---

1 Goldman Sachs, Bear Stearns, Lehman Brothers, Morgan Stanley.

2 BNP-Paribas, Société générale, Crédit Lyonnais, CIC, Groupe Banques populaires, Crédit agricole SA.

3 ING Group, Fortis, KBC, ABN-AMRO.

4 Deutsche Bank, Dresdner Bank, Commerzbank, Hypovereinsbank.

hauteur de 1,7 milliard de francs suisses. Les évolutions des marchés ces dernières semaines ont obligé le groupe à injecter à nouveau près de 2 milliards de francs suisses début octobre.

Dans les **banques italiennes**, la situation est également contrastée. Certains établissements ont affiché une bonne résistance, mais d'autres ont souffert de la hausse des provisions en raison de leurs engagements en Argentine ou de leur forte exposition sur plusieurs grandes entreprises ayant fait défaut au cours du semestre. C'est le cas par exemple d'Intesa BCI ou de Capitalia. Au final, les six principales **banques italiennes**<sup>1</sup> ont enregistré un résultat net part du groupe de 2,1 milliards d'euros, en repli de 44,8 %. Comme en Allemagne, des plans de réduction des coûts et de recentrage des activités ont été présentés par certains établissements.

**En conclusion, il apparaît que les perspectives pour les prochains mois s'annoncent incertaines. La reprise de la croissance tarde à se manifester, tandis que les marchés financiers restent très nerveux. Les activités de marché pourraient ne pas connaître de redressement à court terme et les foyers de risques demeurent présents. On peut donc penser que de nouvelles provisions seront enregistrées au second semestre. Quant à la banque de détail jusqu'ici épargnée, elle pourrait être affectée par la dégradation du climat de confiance des ménages.**

---

1 San Paolo Imi, Unicredito, Intesa BCI, Capitalia, BNL, Monte Paschi.

# ANNEXE 1

## Méthodologie

---

L'annexe méthodologique précise les modes de sélection des banques et de comparaison des résultats et de la rentabilité.

### Sélection des banques

---

L'étude sur la rentabilité des banques internationales se fonde sur l'analyse des résultats sur base consolidée des cinq principaux groupes bancaires en 2001 de chacun des neuf pays suivants : Allemagne, Benelux, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Suisse.

Les établissements de crédit ont été classés selon le montant de leurs fonds propres de base (*Tier 1*) au sens de l'accord de Bâle sur le ratio international de solvabilité (dit « ratio Cooke »), d'après l'enquête publiée par la revue *The Banker* en juillet 2002. Les fonds propres de base correspondent, en moyenne, aux capitaux propres des établissements de crédit.

Ce critère est particulièrement pertinent pour traduire l'importance des banques et les comparer au niveau international. En effet, l'institution d'un ratio international de solvabilité, qui impose aux banques d'envergure internationale de maintenir un ratio risques pondérés/fonds propres d'au moins 8 % et un ratio risques pondérés/fonds propres de base d'au moins 4 %, a fait du renforcement des capitaux propres une condition essentielle de l'extension de l'activité bancaire. Par ailleurs, les fonds propres de base présentent l'avantage d'une bonne harmonisation au niveau international, ce qui justifie leur utilisation pour une étude comparative. Enfin, il sert de base au calcul de la rentabilité financière.

Une sélection selon le niveau du ratio international de solvabilité n'aurait pas été judicieuse, dans la mesure où certaines institutions financières de taille réduite présentent des ratios nettement supérieurs à ceux des grandes banques. Le critère traditionnel de la taille du bilan n'a pas non plus été retenu, car le développement des activités de hors-bilan lui donne un caractère de plus en plus partiel.

D'autres critères, comme le montant des dépôts collectés ou la taille du réseau, ont également été écartés, en raison des disparités dans la nature des activités des grandes banques, non seulement entre pays, mais également à l'intérieur d'un même pays.

Afin de permettre d'apprécier l'évolution d'un échantillon homogène, les données 2000 correspondent aux institutions financières en tête du classement en 2001 et non en 2000. Des variations de périmètre peuvent expliquer des différences entre les données 2000 de l'étude 2001 et les données 2000 de l'étude 2000 (publiée dans le Bulletin n° 25 de la Commission bancaire).

Des adaptations à cette règle sont réalisées à chaque fois qu'il se produit des opérations de concentration qui peuvent affecter significativement les taux d'évolution des soldes intermédiaires de gestion.

Les groupes bancaires retenus sont les suivants :

- **Allemagne** : Deutsche Bank, Bayerische HypoVereinsbank, Commerzbank, Dresdner Bank, Westdeutsche Landesbank Girozentrale ;
- **Benelux** : ABN Amro Holding NV, Fortis, ING Group, Rabobank Group, Dexia ;
- **Espagne** : Santander Central Hispano (SCH), Banco Bilbao Viscaya Argentaria (BBVA), La Caja de Ahorros de Barcelona (La Caixa), La Caja de Ahorros de Madrid, Banco Popular Español ;
- **États-Unis** : Citigroup, Bank of America Corporation, JP Morgan Chase, Bank One Corporation, Wachovia Corporation ;
- **France** : Groupe Crédit agricole, BNP-Paribas, Société générale, Crédit Lyonnais, Groupe Banques populaires ;
- **Italie** : Intesa BCI, UniCredito Italiano, San Paolo Imi, Banca di Roma, Banca Monte dei Paschi di Siena ;
- **Japon** : Mizuho Financial Group, Sumitomo Mitsui Banking Corporation (pro-forma), Bank of Tokyo Mitsubishi, UFJ Holding, Norinchukin Bank, UFJ Bank (pro-forma) ;
- **Royaume-Uni** : HSBC Holdings, Royal Bank of Scotland (pro-forma), HBOS, Barclays Bank, Lloyds TSB Group ;
- **Suisse** : UBS, Crédit Suisse Group, Zürcher Kantonalbank, Schweizer Verband des Raiffensbanken, EFG Bank European Financial Group.

## **Avertissement**

---

Les comparaisons de niveaux entre pays sont délicates dans la mesure où la concentration du système bancaire varie fortement d'un pays à l'autre : ainsi, les cinq premières **banques américaines** représentent une moins grande part de l'activité totale des établissements de crédit dans ce pays que les cinq premières **banques françaises**.

Il convient donc d'analyser plutôt l'évolution des soldes que leur niveau.

## **La comparaison des résultats et de la rentabilité**

---

L'étude porte sur les comptes de résultats **consolidés** des exercices 2000 et 2001, arrêtés au 31 décembre, sauf pour les **banques japonaises**, qui arrêtent leurs comptes au 31 mars <sup>1</sup>.

Le changement du contenu de la base de données de référence et les retraitements comptables intervenus depuis deux ans dans différents pays peuvent contribuer à expliquer que les données 2000 de l'étude 2001 s'écartent éventuellement des données 2000 de l'étude 2000 (publiée dans le Bulletin de la Commission bancaire n° 25 de novembre 2001).

La disparité des règles comptables et des modes de présentation des soldes intermédiaires de gestion d'un pays à l'autre a rendu nécessaire un retraitement des données : des catégories suffisamment proches ont été identifiées à partir des états financiers détaillés et regroupées en agrégats homogènes (produit net d'intérêt, charges d'exploitation, dotations aux provisions...).

Ces regroupements ont ensuite permis d'établir des soldes intermédiaires de gestion aussi proches que possible des catégories retenues par le Secrétariat général de la Commission bancaire <sup>2</sup> pour ses publications : produit net bancaire, résultat brut d'exploitation, résultat courant après provisions, résultat net.

Les soldes intermédiaires de gestion sont ainsi définis.

Le **produit net bancaire** comprend la marge nette d'intérêt et les autres revenus d'exploitation bancaire.

Le **résultat brut d'exploitation** se déduit du produit net bancaire en retirant les charges d'exploitation (comprenant en particulier les frais de personnel). Le résultat brut d'exploitation prend également en compte les produits et charges d'exploitation non directement bancaires, telles que la gestion d'un portefeuille de participation ou d'un patrimoine immobilier (le résultat brut d'exploitation inclut en particulier les quotes-parts dans le résultat des sociétés consolidées par la méthode de mise en équivalence).

Le **résultat courant après provisions** se déduit du résultat brut d'exploitation en retirant les dotations nettes aux provisions (principalement les provisions pour dépréciation d'actifs).

Le **résultat net** prend en compte les éléments exceptionnels et la fiscalité.

S'agissant de comptes consolidés, les données incluent la part correspondant aux intérêts minoritaires.

L'analyse de la rentabilité s'appuie également sur les ratios bénéfice net global/capitaux propres et bénéfice net global/total de l'actif.

L'efficacité de l'utilisation des fonds propres est appréciée par le ratio produit net bancaire/capitaux propres.

## **Cours de change**

---

Pour faciliter la lecture des soldes et les comparaisons de niveaux, les données présentées ont été converties en euros, sur la base des cours au 31 décembre de chaque année pour les capitaux propres et le total des actifs et sur la base des cours moyens durant l'exercice pour les autres agrégats.

Naturellement, les pourcentages de variation d'une année sur l'autre ainsi que les ratios de rentabilité ont été calculés à partir des données exprimées en monnaie nationale, afin d'éviter les effets liés aux fluctuations des taux de change.

---

1 Pour les **banques japonaises**, les comptes apparaissant sous les rubriques 2000 et 2001 sont respectivement arrêtés aux 31 mars 2001 et 31 mars 2002.

2 Voir Bulletin de la Commission bancaire n° 26 d'avril 2002.

Les cours retenus sont les suivants.

	EUR 31/12/2000	EUR 31/12/2001	EUR 2000 Cours moyens	EUR 2001 Cours moyens
1 CHF	0,6566	0,6743	0,6418	0,6623
1 GBP	1,6026	1,6420	1,6393	1,6077
100 JPY (*)	0,9053	0,8641	0,9962	0,9050
1 USD	1,0741	1,1351	1,0823	1,1161

(\*) Pour le yen, cours au 31 mars et cours moyens sur la période  
31 mars année n – 31 mars année n + 1.

Source : Reuters – Secrétariat général de la Commission bancaire